

Nous et les autres : les représentations des identités culturelles au service de nouveaux territoires ?

*Us and Them: Representations of Cultural Identities at the Service of New
Territories?*

Michèle Gellereau



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/edc/99>

DOI : 10.4000/edc.99

ISSN : 2101-0366

Éditeur

Université de Lille

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2003

ISSN : 1270-6841

Référence électronique

Michèle Gellereau, « Nous et les autres : les représentations des identités culturelles au service de nouveaux territoires ? », *Études de communication* [En ligne], 26 | 2003, mis en ligne le 09 octobre 2008, consulté le 10 décembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/edc/99> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/edc.99>

Ce document a été généré automatiquement le 10 décembre 2020.

© Tous droits réservés

Nous et les autres : les représentations des identités culturelles au service de nouveaux territoires ?

Us and Them: Representations of Cultural Identities at the Service of New Territories?

Michèle Gellereau

- 1 Dans le Nord de la France, où se situe mon terrain d'étude, une ferme volonté politique de valoriser l'image d'une région profondément frappée par la crise se manifeste dans la mobilisation des institutions et de la population autour de projets culturels et patrimoniaux. Cette volonté correspond à un processus plus général : en effet, la question des identités culturelles est relevée comme fondamentale dans les redécoupages territoriaux et ne se limite pas à la question de l'action culturelle. Au cœur des restructurations territoriales, le développement des initiatives intercommunales se fonde sur « la culture comme vecteur de construction identitaire », précise une enquête du Ministère de la Culture sur les EPCI¹. Les représentations culturelles sont en effet fortement liées à la question de « l'habitation » de l'espace : « Tout espace devient [...] un espace vécu par des hommes qui vont développer des sentiments d'appartenance, et partager histoire, culture, langue, religion. Les concepts d'identité et de patrimoine sont centraux à la compréhension des espaces vécus » soulignent les géographes (Bailly, Scariati, 1999, p. 6), rejoints par le philosophe qui rappelle qu'un espace devient territoire quand il est « habité » (habiter c'est être, dit Heidegger) et qu'il produit un sentiment d'appartenance à un lieu. Les stratégies d'images et les dénominations ont une portée symbolique, la mise en valeur du patrimoine sert d'appui au sentiment d'appartenance à une communauté et l'action culturelle, au travers de manifestations, participe de la dynamique de développement territorial.

- 2 Dans cette volonté de valorisation, quelles représentations va-t-on chercher ou créer pour développer un sentiment d'appartenance à un territoire en mutation et s'identifier pour soi et les autres ? Quel patrimoine culturel revendique-t-on ou cherche-t-on à privilégier ? Quelles actions culturelles symboliques et quelles modalités permettent de construire un nouvel imaginaire du territoire susceptible de le faire évoluer ? Ces questions sont profondément marquées par des tensions, voire des contradictions entre des enjeux de mobilisation fondés sur des stratégies d'image et des pratiques culturelles qui renvoient à des stratégies d'acteurs complexes et diverses. Ce sont quelques-unes de ces mises en scène culturelles et des nouvelles distinctions qu'elles créent que je propose d'examiner ici en m'intéressant à deux niveaux de tension :
- un premier niveau de tension, on pourrait dire « idéologique », dans un rêve d'harmonie entre conservation et modernisation, qui vise à relier passé et présent, et à développer un imaginaire de l'évolution des territoires.
 - un deuxième niveau de tension, on pourrait dire « politique », entre une volonté d'affichage public, de mobilisation institutionnelle et un idéal de participation des habitants : qui parle pour qui ? au nom de qui ?
 - J'analyserai ces deux niveaux au travers de trois catégories d'exemples pris dans le région du Nord :
 - un exemple de stratégie d'image dans la dénomination des nouveaux espaces en construction et la mise en avant de lieux phares dans ce qu'elle révèle des représentations symboliques de l'espace.
 - un exemple de débat public sur la mise en valeur du patrimoine minier : comment la mise en tourisme, la revendication de labellisation font jouer les lectures du patrimoine et obligent, pour suivre les évolutions de son territoire, à le redéfinir ?
 - des exemples de quelques stratégies de médiation dans le domaine de la création culturelle : comment la mémoire collective donne des perspectives d'avenir dans un cadre de participation des habitants au développement culturel ?

Image et appartenance : une recomposition des identités ?

- 3 Selon Denis Cercllet, « La requalification des espaces, en vue de les constituer en territoire opère sur le mode performatif. Le territoire est promu comme espace d'adhésion et support d'identité » (Cercllet, 1998). Parmi les développements récents de la décentralisation, la création des intercommunalités invite à trouver des noms, repères symboliques pour de nouvelles compositions fondées sur l'espace mais vouées à s'inventer un « monde commun » (Arendt) autre que l'identité communale. Le travail d'affichage est ici important et c'est en m'interrogeant sur les noms de certaines intercommunalités de la région que je me suis posé la question du sens symbolique des représentations culturelles des territoires dans les projets de développement de ceux-ci. Comment signifier une cohésion nouvelle, alors même qu'elle est en train de se construire ? Quels repères choisir pour les regroupements déjà partiellement constitués ?
- 4 Nous étions habitués à des dénominations quasi exclusivement géographiques pour les départements, faisant référence à des cours d'eau, à des massifs montagneux même si on sait que ces termes se sont enrichis de valeurs économiques et culturelles. Des historiens ont montré par ailleurs que ces découpages produits par la Révolution et l'emprise de

l'État-Nation ne reposaient pas sur des identités collectives, fondées sur l'entité communale ou la Province, et s'y sont même souvent opposées (Lynch, 1992)².

- 5 La variété des dénominations des intercommunalités actuelles, en cours de discussion et souvent non stabilisées, marquent cette complexité entre volonté de développement nouveau et appui sur des traditions, mais aussi responsabilité locale et volonté d'alliance avec ses voisins. En effet, même s'ils résultent d'un processus imposé, les regroupements sont le résultat d'une volonté d'associations d'élus locaux qu'il s'agisse des regroupements intercommunaux ou d'autres structures de valorisation du territoire. Mais ils sont aussi l'enjeu de discussions vives et, sur le plan des identités culturelles, traversés par des choix opérés à divers échelons (existence de sites « phares », de parcs régionaux, de scènes nationales intercommunales, de missions d'aménagement...). Pour les communautés de communes et d'agglomération, ces choix complexes doivent s'exprimer dans un nom susceptible de créer un sentiment d'appartenance, ou au moins de marquer des liens qui justifient le regroupement. Par ailleurs, ces regroupements marquent des différences avec les autres et s'appuient sur des initiatives locales qu'il va falloir formater dans ces nouveaux cadres.
- 6 Pour ce qui est observable actuellement, et susceptible d'évolution, la dénomination fondée sur l'espace ou les anciennes structures reste dominante et la « culture » d'un « pays » est peu invoquée dans les choix opérés. La référence à la ville centre, particulièrement pour les communautés d'agglomération, marquent l'importance de l'urbain et le poids des politiques urbaines (CA de Valenciennes, CA de Cambrai, CA d'Hénin-Carvin, Lille Métropole Communauté Urbaine ayant inscrit dans son nom sa volonté de domination de la région). C'est sans doute la puissance économique des villes qui apparaît dans cette nouvelle territorialisation, même quand elle s'actualise dans la libre association autour de la ville (CC de la Région de Bapaume, CA du Calaisis), ou du chef lieu de canton, lieux de références (marché, collège, etc.) profondément inscrits localement dans les déplacements des habitants. L'appui sur la référence géographique et particulièrement des cours d'eau marque une volonté de s'inscrire dans un paysage lui aussi économique (CC de la Haute-Deule, CC des vallées de l'Aunelle et de la Rhônelle) ou d'afficher la ruralité : (CC rurales de la vallée de la Scarpe...); l'image territoriale est ici très forte comme dans le rappel des limites d'une ancienne province (CC Porte du Hainaut). On peut noter aussi que ces trois types de dénomination recouvrent les catégories de classement de nombreux documents officiels : « urbain », « rural », « pays ». Plus rares sont, semble-t-il, les affichages de « programmes », plus symboliques, voire modernistes et gestionnaires (CA Artois Comm, ou CC des Villages solidaires, CC du Pays des Géants). Et pour certaines, qui ravivent les souvenirs de l'Antiquité, on peut se demander à quelle mémoire collective, à quels usages actuels fait appel un nom à connotation historique (CC de la Morinie, CC de l'Atrébatie)³ ?
- 7 Ce rapide parcours des noms actuels, dont il serait intéressant de suivre l'évolution, permet de se rendre compte de la diversité des images saisies pour faire sens mais montre qu'à de rares exceptions, ces nouvelles entités ne sont pas considérées comme un nouveau territoire, mais comme des regroupements du déjà-là ; on reprend deux des grandes dénominations, celle liée à des images géographiques et celle liée à des entités communales, c'est-à-dire réellement des identités d'inscription dans le territoire déjà anciennes, qui développent un sentiment d'appartenance à des lieux communs. Ces dénominations font apparaître un des modes de constructions de l'identité territoriale actuelle, la délimitation de frontières culturelles et spatiales : le « nous » se différencie

toujours des « autres », qui vivent sur un autre espace. Décidé par des élus qui négocient une identité avec leurs voisins, ce « capital-image » du nom (Mons, 1992) est « offert » aux habitants pour qu'ils s'y reconnaissent, mais reste exprimé sur le mode performatif (Cercllet, 1998), et certains élus parlent d'absence de sentiment collectif car ces nouvelles entités ne veulent encore rien dire pour les gens... Elles offrent néanmoins un cadre symbolique aux éventuelles prises de compétence culturelle, dont on sait qu'une de leurs missions est de construire l'identité culturelle. Mais certains gagnent en reconnaissance (ceux dont le nom de la ville apparaît) et d'autres ont à se reconnaître dans l'effet d'entraînement du pôle centre.

- 8 Dans d'autres types de regroupements intercommunaux développés au sein de Parcs, de scènes culturelles ou de mises en réseaux pour des opérations de valorisation, le regroupement des actions dans le sillage d'un lieu-phare ou d'opérations de grande envergure (Lille 2004, ou Projet de reconnaissance Unesco pour le Bassin Minier) produit également une nouvelle image et de nouveaux symboles identitaires. Qui va apparaître comme le lieu symbolique de tel patrimoine, comment les autres lieux vont-ils bénéficier ou souffrir de ces effets d'affichages ? Comment auront-ils à se repositionner ? Dans une évolution en cours, il est encore difficile de se prononcer, mais une phrase du texte de présentation de « Lille 2004, capitale européenne de la culture » est particulièrement frappante de ce point de vue : « Pionnière de la décentralisation, cette métropole régionale fera ce qu'elle sait faire depuis toujours dans la réunion des talents et de sa capacité d'expansion. Car Lille 2004, ce n'est pas seulement une ville, c'est un territoire. C'est tout le Nord/Pas-de-Calais et l'eurorégion... ». Dans le développement d'une dynamique institutionnelle, dont on affiche le profit (y compris économique) que peuvent en retirer les acteurs locaux, on invite à des regroupements d'initiatives diverses dans des projets communs qui obligent à reconsidérer le redéploiement territorial des compétences et les alliances.
- 9 Le capital symbolique des lieux se construit dans des images à caractère performatif. Mais l'appui institutionnel sur les acteurs de la patrimonialisation et du développement culturel, la mise en visibilité de leur engagement, par ailleurs en cohérence avec les lois de la décentralisation, oblige à négocier ces stratégies d'images avec les acteurs et les habitants.
- 10 Sur fond de reconversion économique et d'amélioration du cadre de vie, je propose donc d'examiner cette même tension entre appui sur un passé identitaire et volonté de développement dans la participation à un débat sur la mise en valeur du patrimoine minier, qui engage acteurs institutionnels et associatifs.

Territoire, patrimonialisation et développement culturel : trio romantique ou réaliste ?

- 11 Un passé identitaire commun peut-il être le socle d'un développement du territoire ? Les valeurs héritées d'hommes et de femmes avec lesquels nous éprouvons un sentiment d'identité et que nous désirons transmettre, fondent des comportements communs, et des mobilisations d'acteurs, mais sont-elles pour autant génératrices de nouveaux sentiments d'appartenance quand la destruction de ce passé pendant plusieurs décennies a profondément marqué le territoire ?

- 12 La revendication actuelle, par des acteurs institutionnels et associatifs, d'une labellisation UNESCO pour l'ancien Bassin Minier du Nord/Pas-de-Calais s'inscrit sans doute dans l'officialisation de la volonté d'étendre le patrimoine régional à celui du monde de la mine, revendiquée depuis plusieurs années par de nombreux bénévoles et responsables d'associations. Ce souhait entre en cohérence avec le développement du tourisme industriel et la volonté des acteurs institutionnels de sortir cette région de son marasme économique en revalorisant son image, en rendant leur fierté aux habitants, et avec l'intérêt que de nombreuses intercommunalités trouvent dans la valorisation de leur patrimoine. Cette volonté se manifeste dans l'ex-bassin minier Nord/Pas-de-Calais autant dans l'animation de lieux de visite et de mémoire que dans la participation active de nombreux acteurs aux débats proposés par les instances qui souhaitent mettre en réseau ces initiatives dispersées. En 1998, la Conférence Permanente du Bassin Minier a donné lieu à une quarantaine d'ateliers participatifs. C'est dans la suite de ces ateliers que s'est situé le groupe-projet « Culture et tourisme : la formation des guides », que nous avons animé sous l'égide de la Mission Bassin Minier (De la Broise, Gellereau, 2003a), et qui propose une approche centrée sur les ressources humaines et les dispositifs d'accompagnement mobilisés dans l'interprétation du patrimoine minier.
- 13 Un des atouts de ces ateliers a été de placer les personnes dans une perspective d'action et donc toujours d'inviter à se projeter par la discussion dans l'avenir et à s'écouter mutuellement. Mais le cadre communicationnel collectif des débats n'a pas permis de soulever des problèmes spécifiques à chaque site et s'il permet une connaissance mutuelle, il est frustrant car il souligne la dissonance entre des logiques individuelles et un projet collectif. C'est une des premières tensions à prendre en compte : il importait pour chacun de faire valoir ses difficultés ou son projet avant de se positionner dans une dynamique commune, qui peut parfois s'avérer contradictoire avec le développement qu'on avait envisagé pour soi.
- 14 En effet, la consultation des acteurs impliqués dans la valorisation du patrimoine minier a largement contribué à l'identification de « territoires » autrement plus riches et nombreux que ne le laissent imaginer les stigmates les plus fameux d'une épopée minière et parfois, à démontrer que le territoire peut s'affranchir de l'espace (De la Broise, Gellereau, 2003). Certains espaces sont des cicatrices remodelées en nouveau territoire culturel, par exemple en transformant une friche en « fabrique culturelle » ; d'autres espaces ont été entièrement recomposés et « paysagés », et il s'agit de mener des actions pour les faire accepter et reconnaître par la population : c'est le cas de la Trame verte, corridor biologique et espace dédié à la randonnée, construit sur les anciens cavaliers miniers, reliant entre eux des éléments qui étaient coupés les uns des autres. Nouvelles architectures, nouveaux paysages, nouvelles circulations : les associations, élus et institutions s'attachent donc à des relectures du patrimoine, qui permettent de suivre l'évolution du territoire. Si certains sites de visite mettent en avant le contexte industriel et mobilisent d'anciens mineurs « témoins » de l'épopée minière, d'autres mettent l'accent sur la promenade et le paysage (terrils, forêt) et mobilisent des animateurs pour que des publics de visiteurs, de promeneurs ou de spectateurs ne lisent pas ce lieu uniquement comme un passé, mais comme un espace en évolution.
- 15 On voit donc l'intérêt d'une mise en réseau de toutes ces lectures particulières et complémentaires puisqu'elle permettrait de passer d'une vision du pays passé à une autre à venir. Mais les choses sont plus complexes : une mise en réseau dans un contexte touristique implique, d'une part, que chaque site puisse s'identifier comme différent des

autres et donc se trouve une identité fondée en partie sur l'absence de redondance avec les autres et, d'autre part, se lie aux autres pour créer des parcours adaptés au visiteur. Ce double mouvement exige une réorientation des lectures patrimoniales, qui conduisent à la fois à une perte de mémoire (délaissé certains aspects du patrimoine local : nous ne sommes plus ce que nous étions) et à un enrichissement (approfondir l'héritage sélectionné : nous sommes autres). Mais il exige l'accord avec les autres sur ce qui NOUS réunit et nous distingue. Or cet accord ne peut se fonder uniquement sur l'héritage puisqu'il vise à asseoir un développement, par exemple touristique ou de loisirs, fondé sur un potentiel actuel et des politiques de développement économique.

- 16 Par ailleurs la question territoriale et le développement de réseaux peuvent entrer en contradiction. La réflexion de Pierre Moulinier analysant la question du développement culturel de certaines grandes villes peut être rapprochée de problèmes rencontrés par certains sites, dont le développement exige de s'allier à d'autres qu'à ses voisins. Traitant des développements des associations entre communes par exemple, Moulinier avance l'idée que la culture est aussi « le monde du symbole et de l'identité » et que ceux-ci ne se partagent pas.

La culture et la création jouent un rôle trop évident dans l'image d'une ville pour que celle-ci accepte de partager avec d'autres. On peut distinguer à cet égard des équipements et activités « emblématiques », porteurs d'une identité et d'une image qu'une ville est peu disposée à diluer, et les équipements et activités de service public et de proximité, plus facilement partageables avec d'autres [...] (Moulinier, 2002, p. 92).

- 17 Ce besoin d'image conduit donc plus facilement des villes à s'entendre avec d'autres villes éloignées mais ayant des configurations proches qu'avec ses voisins immédiats, et donc à développer des réseaux non fondés sur le territoire. Certains sites du Bassin Minier préféreront-ils des associations internationales plutôt que régionales pour asseoir leur développement ?
- 18 Le passé peut servir de fondement identitaire, mais on voit que les relectures patrimoniales sont fondées sur des stratégies de restructuration économique, politique et culturelle, où l'héritage sera relu à l'aune des politiques de développement. La médiation patrimoniale représente néanmoins un moment d'évaluation des formes de l'appartenance et pour chaque acteur, l'occasion de penser de façon critique l'identité et la sociabilité dont il est porteur.
- 19 Il s'agit alors, pour acteurs et élus déjà engagés en nombre dans les initiatives de mutualisation, d'impliquer la population dans le développement d'une nouvelle mémoire collective, qui prendrait en compte l'interprétation du passé et du présent partagé avec des publics, pour réinvestir cet héritage commun dans des projets d'avenir.

La création culturelle : un nouvelle place pour l'habitant ?

- 20 L'un des enjeux de l'intercommunalité est la construction identitaire et l'intérêt pour les pratiques culturelles de nombreuses associations intercommunales du Bassin Minier, le regroupement de certaines dans l'opération Lille 2004 montrent combien elles attachent de l'importance à la culture. La décentralisation culturelle s'est accompagnée depuis plusieurs années de méthodes d'action participative, même si, précise Moulinier, « En ce qui concerne la décentralisation civique, elle est encore à accomplir, dans la mesure où

l'action culturelle repose largement sur les accords des élus et des professionnels au détriment des citoyens, rarement consultés en matière culturelle » (Moulinier, 2002, p. 15).

- 21 Dans les cas que j'ai pu étudier, la participation des habitants au développement culturel est effective, mais envisagée de manières différentes. Soit, il s'agit de restituer aux habitants un territoire en les éduquant à la lecture des changements, cette vision supposant qu'ils n'ont pas été acteurs de ce développement, mais qu'ils peuvent se le réapproprier grâce à des démarches d'artistes leur donnant des clefs de lecture. Les Rendez-vous Cavaliers proposés par Culture Commune⁴ ont par exemple pour objectif de faire découvrir ces chemins de randonnées créés dans le cadre de la Trame verte sur les anciens cavaliers miniers, de faire découvrir aux habitants l'évolution de leur pays par des créations artistiques et de changer leur regard sur leur espace de vie.
- 22 Soit il s'agit de mettre en scène les habitants eux-mêmes. Plusieurs associations d'artistes et scènes affirment une volonté d'ancrage territorial centré sur les hommes dans des activités de médiation culturelle : recueil de mémoire, ateliers intergénérationnels, cybercentre, etc. A Culture Commune, par exemple, plusieurs spectacles ont été créés à partir du travail avec la population utilisant l'ancien carreau de fosse du « 11/19 » comme « base ». « Ces lieux nous sont présentés comme des espaces de rencontre et non de simple rendez-vous, récusant une vision consommatrice de la culture. Plus qu'inspirateur, le public y est souvent considéré comme partenaire ; on ouvre les espaces de création à la population : plusieurs productions sont réalisées avec les personnes elles-mêmes sous la direction d'un metteur en scène en résidence, justifiant l'appellation de Fabrique théâtrale. '501 Blues', 'J'm'excuse', 'Paroles de femmes' font passer la rampe à d'anciens ouvriers » (De la Broise, Gellereau, 2003).
- 23 Le territoire se revendique ici comme espace vécu, inspirant la création, et dans lesquelles l'artiste (en résidence) se met au service d'une population pour l'aider dans son évolution identitaire mais marque du même coup le lieu d'un imaginaire qui dépasse le territoire. Cet accompagnement montre que des instances parlent au nom des habitants et dans des perspectives de mobilisation de ceux-ci pour participer au développement du territoire et le réinterpréter pour nous et les autres.
- 24 Une autre expérience de création culturelle mettant en scène non des artistes mais, sur le mode associatif, des habitants dans un lieu symbolique de l'ancienne vie minière, exprime bien comment la mémoire de la ville peut être réinvestie par les habitants dans une perspective de relecture de ce territoire. L'exposition Oignies, de la mémoire à l'invention, des habitants à l'œuvre, organisée dans un cadre associatif, avec l'aide d'anthropologues⁵ et mobilisant 150 habitants de la commune se refuse à présenter le territoire comme une image d'Épinal fossilisée dans le passé minier, mais parle de la mémoire des gens, dont l'espace vécu et habité déborde largement le territoire : les immigrations, la guerre, la fermeture des puits, le chemin de fer, chaque étape est traduite par des mémoires individuelles où des traditions culturelles étrangères co-existent avec la culture de masse et les traditions locales. C'est la subjectivité du territoire qui se raconte ici et les récits de vie proposés sous des formes très diverses (écrits, photos, vidéos, expositions d'objets, maquettes) prouvent combien la ville est aussi un terrain que l'habitant travaille. Ces relectures artistiques de leur espace de vie par les citoyens permettent de modifier et d'enrichir les images du territoire par la dimension existentielle de l'habitation des lieux, y compris dans la durée. Chacun se situe dans une évolution collective et se représente comme traversé par plusieurs cultures, exposant par

exemple des objets ou des images de son pays d'origine marqués par le temps. Les métissages qu'une revendication territoriale ne peut toujours expliquer montrent que l'identité est aussi faite d'« acculturation » (Cuche, 1996, p. 54), de mélange entre différentes cultures.

- 25 La création culturelle se trouve donc elle aussi mise en tension entre des innovations fondées sur le territoire qui permettent de se redécouvrir en explorant sa région et des pratiques de création qui montrent que l'identité culturelle est loin de se comprendre dans des limites territoriales.

Conclusion

- 26 Ainsi, le développement de nouvelles identités territoriales se fonde actuellement sur la concertation et la participation des habitants dans le cadre de projets de transmission du patrimoine culturel s'appuyant sur un sentiment d'appartenance à des lieux. En ce sens, la culture est médiatrice dans les processus de compréhension de l'environnement et dynamise la société civile. Par ailleurs, comme le souligne Ruano-Borbalan, « la stratégie identitaire constitue, pour les individus comme pour les organisations ou communautés, une ressource d'action politique. Les efforts déployés en Europe par les responsables régionaux pour renforcer le sentiment d'appartenance des habitants au Land, à la province ou à la région s'inscrivent dans une stratégie volontariste cherchant à améliorer la position des collectivités territoriales dans le système politico-administratif national et européen » (Ruano-Borbalan, 2003, p. 136).
- 27 Néanmoins, l'affichage d'identités symboliques, les démarches concertées, les projets de développement des mémoires collectives ne participeront à la démocratie que s'ils aident à l'épanouissement de sujets dans la rencontre avec les autres et dans la reconnaissance des diversités culturelles. Si les formes de participation sont importantes, la question de fond est de savoir qui bénéficie d'une focalisation culturelle sur le territoire et à quel moment se situe le débat avec les habitants sur les conceptions mêmes d'un développement culturel susceptible « d'édifier une culture relativement large, articulée, identificatrice et pourvoyeuse d'orientations » (Warnier, 1999, p. 111).

BIBLIOGRAPHIE

Bailly, A. et Scaraiati, R., (1999), *Voyage en géographie*, Anthropos, Paris.

Cerclet, D., (1998), « Sentiment de rupture et continuité dans le récit patrimonial », in : Récit et connaissance, textes publiés par F. Lapantine, J. Lévy, J. B. Martin et A. Nouss, P.U.L.

Cuche, D., (1996), *La notion de culture dans les sciences sociales*, La Découverte, Paris.

De la Broise, P. et Gellereau, M., (2003a), *Culture et tourisme la formation des guides*, Rapport pour la Mission Bassin Minier Nord/Pas-de-Calais, Université de Lille 3, mars 2003.

De la Broise, P. et Gellereau, M., (2003b), « De l'atelier à l'atelier : la friche industrielle comme lieu de médiation artistique », in : Les médiations de l'art contemporain, Publics & musées, n°16, à paraître.

Lynch, E., (1992), *Entre la commune et la nation*, Archives des Hautes-Pyrénées, Tarbes, Université de Toulouse II.

Mons, A., (1992), *La métaphore sociale. Image, territoire, communication*, P.U.F.

Moulinier, P., (2002), *Politique culturelle et décentralisation*, L'Harmattan.

Ruano-Borbalan, J. C., (2003), « L'identité une ressource pour l'action », Sciences Humaines numéro spécial n°2, mai-juin 2003.

Warnier, J. P., (1999), *La mondialisation de la culture*, La Découverte, Paris.

NOTES

1. EPCI (Établissement Public de Coopération Intercommunale) ; pour les résultats de l'enquête, j'ai consulté le site www.intercommunalites.com, au printemps 2003.
2. Plusieurs travaux d'historiens et de géographes, notamment ceux de M.-V. Ozouf-Marigner et de M. Roncayolo, analysent les efforts de reconstruction de l'imaginaire territorial lors du passage des provinces aux départements.
3. O. Parsis-Barubé analyse comment ces références aux Atrébates et aux Morins ont contribué à la construction de l'identité lors de la création du Département du Pas-de-Calais et sont ensuite reprises par les Sociétés savantes du XIX^e siècle « L'invention du département comme exercice intellectuel : les discours sur l'espace et le temps dans les Annuaires du Pas-de-Calais, du Consulat au Second Empire », in : Arras, le savoir et la curiosité, Aspects de la vie culturelle dans une ville-préfecture au XIX^e siècle, Mémoires de l'Académie des Sciences, Lettres et Arts d'Arras, 6e série, tome 3, 2000.
4. Scène nationale et association intercommunale agissant sur le territoire du Bassin Minier du Pas-de-Calais.
5. Membres de l'équipe du CLERSE/IFRESI, Université de Lille 1.

RÉSUMÉS

La question des identités culturelles et le développement d'un sentiment d'appartenance aux lieux accompagnent les redécoupages territoriaux, s'appuyant sur des actions culturelles symboliques. L'article examine quelques-unes de ces mises en scène culturelles en s'intéressant aux nouvelles distinctions et aux tensions qu'elles créent à partir de trois catégories d'exemples pris dans le Nord de la France : un exemple de stratégie d'image dans la dénomination des nouveaux espaces en construction et la mise en avant de lieux phares qui montre que le capital symbolique des lieux se construit dans des images à caractère performatif ; un exemple de débat public sur la mise en valeur du patrimoine minier qui oblige à redéfinir le territoire pour suivre ses évolutions ; des exemples de médiation dans le domaine de la création culturelle où la mémoire collective donne des perspectives d'avenir dans un cadre de participation des habitants

au développement culturel. En réinvestissant un héritage commun dans des projets d'avenir, ces actions donnent à chaque acteur l'occasion de penser de façon critique l'identité et la sociabilité dont il est porteur, créant des tensions où la culture est appelée à jouer un rôle médiateur dans les processus de compréhension de l'environnement et de dynamisation sociale.

The question of cultural identities and the expanding sense of belonging to places go together with making boundary changes based on symbolic cultural actions. This paper considers some of these cultural productions and analyzes the new distinctions and tensions thus created, taking into account three categories of cases based in Northern France. First is the strategic image implied in the denomination of new spaces under construction and the foregrounding of leading spaces, which show that the symbolic capital of places is built through performative images. Second is a public debate over how to set off the coal mining heritage, which leads to a redefinition of the territory and thus to following its evolution. The third concerns mediation in the field of cultural creation, where collective memory offers future prospects with the participation of residents in cultural development. By reinvesting a communal heritage in future projects, these actions give all actors the opportunity of engaging in a critical reflection on the identity and sociability they are carrying, creating tensions where culture is meant to act as a mediator between the processes of global understanding of the environment and of social stimulation.

INDEX

Keywords : cultural identity, territorial identity, territorial development, imaginaire, heritage

Mots-clés : identité culturelle, identité territoriale, développement territorial, imaginaire, patrimoine

AUTEUR

MICHÈLE GELLEREAU

Michèle Gellereau - Gerico - Université Charles-De-Gaulle - Lille 3